



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Modèle social

Question au Gouvernement n° 4177

Texte de la question

MODÈLE SOCIAL

M. le président. La parole est à M. Bertrand Pancher.

M. Bertrand Pancher. Monsieur le Premier ministre, le 1er juin je vous interpellais sur l'évolution du climat politique de notre pays : des surenchères, un populisme qui sature tout, l'expression d'un profond malaise. Deux dimanches d'affilée, ce fossé s'est traduit certes par une belle prime aux sortants, mais aussi par une abstention inquiétante et des résultats historiquement bas des listes de votre majorité.

Je vois la tentation du Président de la République d'enjamber ce double désaveu, de minimiser la défaite à grand renfort d'éléments de langage. Nous pensons au contraire qu'il faut affronter cette défiance sans attendre, car le feu de la colère populaire couve sous les cendres.

Vous ne semblez pas avoir tiré les enseignements des alertes passées, des urnes ou de la rue. Il est urgent de changer de cap, nous ne sortirons pas de ce climat de défiance sans un choc démocratique et social profond. Notre modèle démocratique est à bout de souffle, la révolution démocratique passe par une autonomie réelle des territoires et une association de nos concitoyens aux décisions. Le temps n'est plus aux petits ajustements, à votre loi dite 4D (déconcentration, décentralisation, différenciation, décomplexification), mais à un grand acte de décentralisation. De grandes compétences doivent être réellement transférées aux territoires, avec des élus pour rendre des comptes. C'est un impératif démocratique.

L'autre chantier d'urgence est social : notre modèle social est à repenser. Face à la montée des inégalités, de la pauvreté, du déclassement des catégories moyennes, il est urgent de réunir une grande conférence sociale associant tous les acteurs pour créer les outils de partage des richesses, des bonnes pratiques et des entreprises. Il faut repenser notre modèle social dans sa globalité et renoncer aux petits ajustements comptables dans lesquels vous persistez ; je pense notamment à la réforme de l'assurance chômage.

Avec moins de 7 %, allez-vous agir comme avant ou associer citoyens, élus locaux et Parlement ? Monsieur le Premier ministre, quelle est votre feuille de route ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LT. – M. Jean-Christophe Lagarde applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Monsieur le président Pancher, je me suis déjà exprimé à plusieurs reprises sur les conséquences qu'il y aurait lieu de tirer de la forte abstention qui s'est manifestée lors du scrutin des élections régionales et cantonales. Je redis devant votre assemblée de la façon la plus sereine mais aussi la plus grave que c'est un événement important qui nous interpelle tous sur tous les bancs.

M. Éric Coquerel. Surtout sur les vôtres !

M. Jean Castex, Premier ministre . Il serait trop facile de n'en imputer la responsabilité qu'au Gouvernement, qui, je le dis très sereinement, ne fuira aucune de ses responsabilités.

C'est un phénomène démocratique ayant des causes anciennes et multiples. J'espère, monsieur le président de l'Assemblée nationale, sans en douter bien sûr, que la mission d'information que vous avez diligentée, avec les objectifs qu'elle s'est assignés, nous permettra, dans le cadre le plus large possible, de tirer toutes les conséquences qui s'imposent de ce phénomène.

M. Raphaël Schellenberger. En un mois ?

M. Jean Castex, Premier ministre . Vous m'interrogez sur la politique que conduit le Gouvernement. La politique que conduit le Gouvernement est adaptée à la situation de notre pays. Le Gouvernement continue d'être extrêmement mobilisé d'abord sur la crise sanitaire, qui n'est pas terminée. La situation s'améliore, c'est notre responsabilité collective, mais là aussi admettez que le Gouvernement, s'il est responsable de tout ce qui va mal, peut aussi avoir sa part de responsabilité dans ce qui va bien. Mais cette crise sanitaire n'est pas terminée : nous voyons que la vaccination marque le pas et nous devons nous mobiliser ensemble pour faire comprendre à nos concitoyens qu'elle est la voie de sortie de cette crise sanitaire.

L'autre priorité du moment est évidemment la bataille de l'emploi, de la relance et de la reprise économique. Les Français, et c'est tout à fait regrettable, ont boudé les urnes,...

M. Jean-Paul Dufègne. Ils ont sanctionné le Gouvernement !

M. Jean Castex, Premier ministremais vous observerez qu'en même temps, selon l'INSEE, les ménages ont retrouvé leur optimisme et font état d'une envie de consommer au plus haut depuis 2008. La reprise est là et, vous le savez, mesdames et messieurs les députés, la France est le pays d'Europe où le taux de croissance est actuellement le plus élevé. Nous devons nous en réjouir mais aussi conforter cette croissance, faire en sorte que les problèmes de recrutement qui se présentent aux entreprises soient réglés.

Le Gouvernement de la République et la majorité parlementaire qui le soutient...

M. David Habib. Il n'y en a plus !

M. Jean Castex, Premier ministresont plus que jamais à la manœuvre pour faire face aux problèmes de fond et de conjoncture que traverse la France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Pancher](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4177

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 juin 2021](#)